

**Communiqué concernant les occupations des DDCSPP (Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations) 09, 63, 71, 35, 05, et rassemblement devant celle du 38, le vendredi 18 mai 2018, par les collectifs d'agriculteurs et d'agricultrices contre les normes administratives et industrielles**

Ce vendredi 18 mai était une journée d'action nationale des collectifs contre les normes administratives et industrielles, car il y a un an, le 20 mai 2017, Jérôme Laronze, un éleveur de Saône-et-Loire était abattu par les gendarmes après avoir fait l'objet d'un acharnement administratif et après avoir engagé une lutte lucide et ferme contre les administrations agricoles. Nous sommes venus raconter aux personnels de ces administrations quelles conséquences désastreuses ont leurs réglementations, leurs mises en demeure, leurs contrôles dans les campagnes, au cas où les personnels seraient tenus ignorants par leur direction de la réalité des dégâts qu'ils occasionnent et des effets d'industrialisation qu'ils génèrent, contrairement aux objectifs annoncés de ces normes sanitaires et environnementales, dans l'hypothèse où les personnels se préoccuperaient du résultat de leur travail plutôt que de faire appliquer sans réfléchir des réglementations mortifères, ce que voudrait obtenir d'eux leur hiérarchie. La violence institutionnelle que l'Etat exerce sur nous à travers eux ne peut plus se cacher derrière des écrans d'ordinateurs ou des courriers postés loin depuis les villes préfectorales. Nous sommes venus leur signifier dans leurs bureaux. Ils viennent dans nos fermes, ateliers nous intimider, nous spolier, nous déposséder de nos modes de vies agricoles et artisanaux ainsi que de nos savoirs faire. Ils profitent de l'isolement qu'ils ont organisé dans toute vie économique ainsi que de la culpabilité que les puissants ont toujours inculqué au milieu rural. Nous viendrons donc désormais, par réciprocité, systématiquement et collectivement porter notre opposition dans leurs bureaux feutrés.

**Nous avons occupé les locaux des DDCSPP dans 6 villes en France : Foix, Rennes, Gap, Clermont-Ferrand, Mâcon et devant celle de Grenoble ainsi que des actions d'affichage à la DDCSPP de Valence. Ces directions départementales sont des lieux emblématiques de l'administration agricole, elles sont à l'origine des contrôles dans les fermes et sur les marchés, entre autres.**

Au-delà de la dénonciation d'un énième meurtre policier insupportable, ces rassemblements ont pour but de dénoncer la supercherie de la protection annoncée que permettraient les normes et de pointer leur véritable effet : la poursuite d'une éradication planifiée des pratiques et des gens de métier possédant des savoir-faire individuels et collectifs issus d'expériences et de transmissions communautaires, en cohérence avec leur environnement humain et naturel et permettant une autonomie de vie, supplantée par des protocoles, normes administratives et industrielles, créant volontairement une dépendance à l'Industrie et à l'Etat. Protocoles et normes qui sont à l'origine de la quasi-totalité des désastres sanitaires, écologiques et ruraux actuels : manipulation et appauvrissement ou destruction de la diversité végétale et de la faune, concentration animale et destruction des relations humains/animaux, vulnérabilité des milieux stérilisés et des organismes vivants humains, animaux, végétaux sans immunité, destruction de l'humus vital des sols, pollutions, dégradation sanitaire des aliments, standardisation des goûts et textures, uniformisation génétique, robotisation, exploitation humaine dans l'agroalimentaire entre autre, souffrances et humiliations dans les fermes et les ateliers artisanaux, tromperie et empoisonnement des consommateurs ....

La multiplication de ces normes conduit à un renforcement inégalé des contrôles, jusqu'à l'absurde, au harcèlement, à l'internement psychiatrique, menant à des pénalités, à des saisies d'animaux ou de fermes et à d'innombrables drames humains pour toutes celles et ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas se mettre aux normes, c'est-à-dire s'industrialiser, qu'ils soient "petits" ou plus "gros". Cela aboutit à des arrêts d'activité et du dégoût, le plus fréquemment mais aussi à des suicides de plus en plus souvent ( 3 fois plus que dans les autres catégories socio-pro), en tous les cas cela vide les campagnes et repousse les plus jeunes de l'activité agricole et/ou vivrière. Ces normes et leurs contrôles afférents organisent sciemment une sélection sociale immonde de ceux et celles en activité qui ont du capital social ou financier.

Contrairement au syndicalisme agricole qui, selon les uns ou les autres, s'y résigne, l'encourage ou le cogère, en ne dénonçant pas les vrais ennemis, nous refusons la logique commune étatique et industrielle, coordonnée grâce aux normes, de concentration des productions agricoles et artisanales dans les mains de quelques requins agrimanagers et/ou industriels ou bien financiers, tous profiteurs et cyniques, par l'élimination du plus grand nombre. Cette situation n'est pas propre au monde agricole et à la "consommation" alimentaire et touche désormais chaque domaine de la vie (bâtiment, santé, transport...) comme le montre l'arrivée de nouvelles personnes, travaillant dans ces secteurs, dans nos groupes locaux soulagés de trouver un endroit pour organiser le refus de l'emprise normative.

Désormais nous voyons bien et les chiffres le montrent que les normes ne protègent que la santé des industriels, ceux et celles qui affirment le contraire sont des illusionnistes à qui profitent le crime.

En occupant, nous affirmons avoir décidé d'arrêter de subir ces humiliations, cette dépossession, cette élimination programmée de la vie agricole, artisanale et rurale sans réagir, sans s'organiser, se regrouper entre autre avec des agriculteur-trices, des artisan-es, des consommateur-trices comme cela est le cas avec les 350 personnes qui ont occupé hier vendredi les DDCSPP . Nous ne serons plus jamais seul-es face à l'administration et aux industriels, autant dans le soutien matériel et humain aux fermes, ateliers en difficulté et/ou en lutte que nous allons organiser, que pendant les réceptions collectives des contrôleurs que nous organisons déjà dans les fermes et ateliers que par nos occupations de bureaux des administrations agricoles et artisanales ainsi que des organismes de contrôle et de gestion du milieu rural (MSA, Crédit agricole, EDE (Etablissement de l'Elevage), chambre d'agriculture et du bâtiment...).

Jérôme Laronze s'est retrouvé seul dans son combat vital et face au harcèlement administratif, cela n'arrivera plus.

Nous nous battons pour une vie rurale non industrielle. Nous connaissons désormais les ennemis, les gestionnaires et cogestionnaires administratifs, industriels ou politiques de la vie rurale et leurs armes normatives : ils parlent à notre place, nous terrorisent, nous déposèdent, nous éliminent, nous humilient depuis des générations : nous allons nous organiser pour tenter de retourner cette honte vers ceux qui veulent nous la faire subir.

**Collectif d'agriculteurs et d'agricultrices contre les normes administratives et industrielles**

vendredi 18 mai 2018

[hors.norme@riseup.net](mailto:hors.norme@riseup.net)

# QUI NOUS PROTÈGE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS ?

Le 18 mai 2018, depuis les bureaux de la  
*Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations*  
de Foix (Ariège).

Il y a un an, le 20 mai 2017, Jérôme Laronze, éleveur de vaches dans le Mâconnais, était abattu par un gendarme. Nous sommes aujourd'hui dans vos bureaux parce que l'administration agricole dont vous êtes les agents porte une lourde responsabilité dans la mort de cet homme.

Derrière la violence des forces de l'ordre, c'est le harcèlement administratif de vos collègues de Saône-et-Loire qui a conduit à cette exécution. En 2014, ils décident d'immobiliser la totalité de son troupeau : il ne peut plus déplacer, abattre ou vendre ses bêtes. Tout cela parce qu'il n'a pas déclaré dans le délai légal de sept jours la naissance de 45 animaux à l'Établissement départemental de l'élevage (EDE). Les bêtes sont pourtant identifiées par des boucles numérotées. À partir de là, la mécanique administrative se met en marche. Les injonctions et menaces de l'administration se multiplient, les contrôles vétérinaires sont systématiquement accompagnés par des gendarmes. En juin 2016, les contrôleurs et les gendarmes font paniquer les vaches qui sont poussées dans la rivière. Cinq d'entre elles sont blessées et meurent dans les jours suivants. Jérôme Laronze n'obtient aucun dédommagement et la DDCSPP continue de lui mettre la pression. L'administration décide d'en finir avec sa ferme. Le 11 mai 2017, les contrôleurs viennent faire le recensement du

troupeau en vue de sa saisie. Ce jour là, les gendarmes sont plus nombreux que d'habitude et sont accompagnés de pompiers. Ils veulent embarquer Jérôme Laronze pour l'interner en psychiatrie. Il refuse et prend la fuite en tracteur. La traque des gendarmes va durer neuf jours. Le 20 mai au matin, alors qu'il dort dans sa voiture, il est surpris par une patrouille de gendarmes ; il tente une nouvelle fois de s'échapper et est abattu de plusieurs balles dans le dos.

Bien sûr, vous allez nous dire que vous n'êtes pas responsables. Il n'y a jamais personne de responsable chez vous. Nous sommes pourtant bien à la « Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations ». C'est bien vous qui coordonnez tous les contrôles dans les fermes du département. Vous êtes chargés de faire appliquer les

politiques agricoles de l'Europe et du ministère. Votre rôle est de nous imposer, par la contrainte s'il le faut, chaque nouvelle norme que vous mettez en place avec l'industrie agro-alimentaire.

Ce qui est arrivé à Jérôme Laronze, nous le connaissons bien. C'est la logique de votre administration poussée à l'extrême. Celle qui fait disparaître les paysans depuis plus de 60 ans. Sous prétexte de résoudre des crises sanitaires à répétition, vous nous imposez vos règles absurdes. Vous nous obligez à remplir des centaines de formalités administratives qui ne correspondent jamais à notre réalité. Vous imaginez depuis vos bureaux que le travail de la terre rentre dans des cases et des tableaux. Vous vous cachez derrière des considérations de « santé publique » pour imposer des fromageries stériles, des vaccinations dangereuses et des normes de « bien-être animal » qui maltraitent les animaux. À chaque nouvelle norme que vous pondez, des paysans mettent la clef sous la porte parce qu'ils n'ont pas les moyens de les appliquer. C'est la grande machine à trier. Vous faites régner sur le monde paysan un climat de suspicion permanent. Il n'est pas rare de recevoir des courriers de menace de sanctions. Lorsque vous déclarez l'immobilisation d'un troupeau, vous n'avez aucune intention d'aider ni l'éleveur ni les animaux. Vous n'avez aucun



problème à saisir des troupeaux entiers et à les envoyer à l'abattoir. Un troupeau, c'est toute une vie et vous n'avez aucun scrupule à la foutre en l'air parce qu'un papier a été mal rempli.

Chaque année, plus de 200 paysans se donnent la mort. Vous appelez cela des « épidémies » de suicide et vous faites des « plans de prévention » qui consistent à raccompagner gentiment vers la sortie « les agriculteurs fragilisés », à coup de médicaments, de blouses

blanches et de maisons de repos. Mais Jérôme Laronze, lui, n'est pas mort seul accroché à la poutre de sa grange. Jusqu'au bout, il s'est exprimé sur la condition d'agriculteur aujourd'hui. Avec une grande lucidité, il a tenté de briser le silence des campagnes. On pouvait lire dans le journal de Saône-et-Loire du 19 mai 2017 ses mots :

« *L'hyper-administration [...] n'apporte rien aux agriculteurs, sinon l'humiliation et les brimades. Cela ne rapporte qu'aux marchands*

*et aux intermédiaires. Mon cas est anecdotique, mais il illustre l'ultra-réglementation qui conduit à la destruction des paysans. Les dossiers de la politique agricole commune sont devenus tellement compliqués que les paysans payent des gens pour faire leurs déclarations. Il y a une solitude de l'agriculteur face aux nombreuses questions des contrôleurs. Pour avoir la paix le paysan va signer tous les papiers qu'on lui tend. [...] Le paysan, on le culpabilise du matin au soir. Et le jour où il se déculpabilise, on lui envoie les gendarmes. »*

Considérant le sort qui a été fait à Jérôme Laronze, nous avons décidé de nous protéger collectivement de vos services. En attendant la disparition de la DDCSPP, nous exigeons la suppression de toutes les mesures administratives qui ont conduit à l'exécution de Jérôme Laronze.

Ainsi nous exigeons :

- L'arrêt de la présence des gendarmes lors des contrôles sur les fermes ;**
- L'arrêt des menaces et de la suspicion permanente des contrôleurs ;**
- L'arrêt des sanctions pour les déclarations de mouvements faites hors des délais légaux ;**
- L'arrêt des sanctions pour défaut d'identification ;**
- L'arrêt des sanctions pour la soi-disant « maltraitance animale » ;**
- L'arrêt des poursuites judiciaires de votre administration contre les agriculteurs ;**
- L'arrêt des saisies et de l'abattage des troupeaux ;**
- L'arrêt des hospitalisations sous contraintes ;**
- Et l'arrêt des contrôles sur les fermes.**

*Des paysans fragilisés (par l'administration) et leurs soutiens.*